



CONSTRUIRE L'AVENIR AVEC LES MIGRANTS ET LES RÉFUGIÉS

« Un avenir pour toutes et tous »

Comment les migrants participent à l'économie

Alberto Ares Mateos, SJ

Directeur de JRS Europe

« Les migrants, si on les aide à s'intégrer, sont une bénédiction, une richesse et un don qui invitent une société à grandir » (FT 135)

Les migrants travaillent-ils de manière compétitive ou enlèvent-ils des emplois aux nationaux ? Apportent-ils de la richesse à notre économie ou saturent-ils les services ? Les évaluations de l'impact des migrants sur le développement d'un pays sont souvent fondées sur des perceptions, et non pas sur des données.

Diverses études menées par des organisations internationales et des universités prestigieuses, concluent que, de manière générale, l'apport des migrants a un impact positif sur l'économie des pays d'accueil et des pays d'origine. Trois domaines se distinguent où le développement économique est le plus évident.

Premièrement, le marché du travail. Les migrants ont accès à des niches de marché qui ne sont généralement pas couvertes par la population autochtone. Dans nos sociétés vieillissantes, la contribution des personnes migrantes au système de santé et de soins est très évidente.

Il est important de noter que, bien que le revenu des migrants soit souvent considérablement plus élevé que les salaires dans leur pays d'origine, les emplois qu'ils occupent ont souvent des conditions de travail moins bonnes, car les compétences et l'expérience que les migrants peuvent apporter ne sont souvent pas suffisamment exploitées.

Deuxièmement, en ce qui concerne la croissance économique plusieurs études montrent qu'en général, la contribution des migrants au PIB du pays d'accueil est généralement plus élevée, en pourcentage du PIB, que celle de la population autochtone. De même, les transferts de fonds envoyés par les migrants eux-mêmes génèrent un impact positif sur la croissance économique des pays d'origine.

Troisièmement, les finances publiques. La contribution fiscale nette des migrants est généralement positive, c'est-à-dire que le solde entre ce qu'ils apportent et ce qu'ils reçoivent est positif pour le pays d'accueil. Ceci est évident en termes de contributions au système de santé ou de retraite, entre autres.

Journée Mondiale du Migrant et du Réfugié – 25 septembre 2022

Service National Mission et Migrations

58, avenue de Breteuil, 75007 Paris - Tél. 01 72 36 69 47 - missionetmigrations@cef.fr

Cela dit, il convient de noter que les migrants ont tendance à être intégrés dans les échelons inférieurs du marché du travail, ce qui leur donne accès à des logements précaires et à des niveaux d'éducation généralement inférieurs à ceux de la population autochtone. Lorsque les politiques de logement et les politiques d'intégration en général ne sont pas bien coordonnées, cela entraîne des déséquilibres qui nuisent à la cohésion sociale et à la concurrence dans certains secteurs sociaux et dans les quartiers pauvres.

Pour toutes ces raisons, afin de rendre plus fructueuse la contribution des migrants à l'économie, cela nécessiterait au moins trois mesures.

Premièrement, le marché du travail devrait s'adapter à la richesse de la diversité de leurs sociétés, favorisant ainsi les voies légales d'accès à l'emploi pour les migrants, ce qui augmenterait le pourcentage de migrants occupant un emploi régulier et formel. Cela aurait également un effet positif sur le système fiscal.

« D'autre part, lorsqu'on accueille l'autre de tout cœur, on lui permet d'être lui-même tout en lui offrant la possibilité d'un nouveau développement. Les cultures différentes, qui ont développé leur richesse au cours des siècles, doivent être préservées afin que le monde ne soit pas appauvri. Il faut cependant les stimuler à faire jaillir quelque chose de nouveau dans la rencontre avec d'autres réalités ». (FT 134)

De même, les autorités publiques doivent également protéger les droits des migrants et lutter contre la discrimination et le racisme. Ce n'est qu'en faisant progresser les politiques de protection et de respect des droits que nous avancerons ensemble en tant que société.

« Les apports mutuels entre les pays, en réalité, finissent par profiter à tous. Un pays qui progresse à partir de son substrat culturel original est un trésor pour l'humanité tout entière. Il faut développer cette conscience qu'aujourd'hui ou bien nous nous sauvons

tous ou bien personne ne se sauve. La pauvreté, la décadence, les souffrances, où que ce soit dans le monde, sont un terreau silencieux pour les problèmes qui finiront par affecter toute la planète ». (FT 137)

En définitive, les politiques d'intégration devraient cesser d'être des "politiques pour les immigrants" et être transformées, ou fusionnées, en une politique plus généraliste dont les deux axes centraux sont les mesures de cohésion sociale et les interventions fondées sur la gestion interculturelle de la diversité.

Investir dans l'intégration signifie donc investir dans la construction d'une société et d'une communauté plus justes et plus inclusives. Un type de politique "étatique" qui doit générer un large consensus, "un avenir pour tous" et abandonner le climat de polarisation idéologique sur la question des migrants, qui finit certainement par nuire à tout le monde, et en particulier aux personnes d'origine immigrée.

« La vraie qualité des différents pays du monde se mesure par cette capacité de penser non seulement comme pays mais aussi comme famille humaine, et cela se prouve particulièrement dans les moments critiques. Les nationalismes fondés sur le repli sur soi traduisent en définitive cette incapacité de gratuité, l'erreur de croire qu'on peut se développer à côté de la ruine des autres et qu'en se fermant aux autres on est mieux protégé. Le migrant est vu comme un usurpateur qui n'offre rien. Ainsi, on arrive à penser naïvement que les pauvres sont dangereux ou inutiles et que les puissants sont de généreux bienfaiteurs. Seule une culture sociale et politique, qui prend en compte l'accueil gratuit, pourra avoir de l'avenir ». (FT 141)



<https://jrseurope.org/en/home/>
https://www.vatican.va/content/francesco/fr/encyclicals/documents/papa-francesco_20201003_enciclica-fratelli-tutti.html

Journée Mondiale du Migrant et du Réfugié – 25 septembre 2022

Service National Mission et Migrations

58, avenue de Breteuil, 75007 Paris - Tél. 01 72 36 69 47 - missionetmigrations@cef.fr